

Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL

Partenariat entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault - Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) est un contrat d'objectifs et de cofinancement, signé tous les 4 ans entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'allocations familiales (Caf) de l'Hérault. Il contribue, d'une part, au développement et à l'optimisation de l'offre d'accueil sur un territoire ciblé, et, d'autre part, à apporter une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants. Le précédent contrat, qui couvrait la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2018, est arrivé à échéance.

Les comités techniques et les comités de pilotage chargés du suivi de ce contrat se sont réunis afin d'évaluer et d'analyser la réalisation du schéma de développement 2015-2018 au regard des réalités locales et d'examiner les nouvelles propositions et axes de travail pour la période 2019-2022.

Aujourd'hui, le contexte local s'articule autour de trois enjeux :

- Une forte évolution démographique avec l'arrivée de 3 400 nouveaux habitants par an,
- Une politique Enfance et Jeunesse qui doit s'adapter aux besoins des différentes typologies de familles,
- Une réflexion à mener autour de la future Convention Territoriale Globale.

Aussi, la Ville de Montpellier envisage de poursuivre et d'optimiser sa politique Enfance et Jeunesse dans le cadre du renouvellement du CEJ pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2022.

Au regard des bilans et des études territoriales menées par les services de la Ville et de la Caf de Montpellier, des axes de travail prioritaires ont été dégagés et regroupés sous forme de thématiques.

➤ **Pour le Volet Enfance**

Les objectifs d'une politique petite enfance portée par une commune sont de plusieurs ordres :

- Soutenir les familles,
- Promouvoir les droits des femmes en favorisant leur accès à l'emploi ou à la formation et la conciliation entre vie professionnelle et personnelle,
- Rendre attractif un territoire d'un point de vue économique en offrant à la population active des places d'accueil pour les enfants de moins de 3 ans. L'absence de mode de garde est l'un des principaux freins à l'accès à l'emploi,
- Lutter contre les inégalités et favoriser la cohésion sociale.

La politique petite enfance mise en place par la Ville de Montpellier vise à offrir au plus grand nombre d'enfants un accueil de qualité, professionnel, diversifié et adapté aux besoins des familles. Cette politique se décline à tous les niveaux, depuis l'accueil des familles jusqu'au développement de l'offre d'accueil. Elle s'appuie largement sur un projet porté par la direction de l'Enfance destiné à garantir la qualité de l'accueil quotidien des enfants grâce à des professionnels formés et reconnus ainsi que sur la formalisation d'un programme d'accueil diversifié associant différents acteurs et types de gestion autour d'un secteur municipal particulièrement développé.

Par conséquent, les 5 thématiques du Volet Enfance du CEJ 2019-2022 sont :

- 1. La gestion de l'offre et de la demande des places d'accueil :** la Ville souhaite toujours améliorer sa gestion de l'offre et de la demande sur le territoire. Pour cela, elle désire perfectionner la communication et l'information destinées aux familles en recherche d'une solution d'accueil. Elle souhaite également s'appuyer sur les Relais Assistants Maternels (RAM) pour s'inscrire dans une démarche d'amélioration de l'orientation et de l'accompagnement des familles. Enfin, une réflexion sera menée pour étudier la mise en place d'un « guichet unique » qui centraliserait l'ensemble des demandes de places d'accueil des établissements d'accueil du jeune enfant du territoire et qui éviterait de multiplier les démarches pour les familles (1 seul lieu de pré-inscription).
- 2. La régulation de l'offre individuelle d'accueil :** en 2019, la Ville de Montpellier propose une offre d'accueil qui repose sur un réseau municipal de 32 établissements, offrant 1 363 places au total (soit près de 50% de l'offre d'accueil totale, hors assistantes maternelles indépendantes). Parallèlement, l'accueil individuel, proportionnellement plus faible que dans d'autres régions, s'est développé et organisé autour des RAM. Dans le cadre du CEJ 2011-2014 puis 2015-2018, la Ville et la Caf ont amorcé un rééquilibrage en faveur de ce mode d'accueil essentiel et complémentaire. Dans le cadre du CEJ 2019-2022, la Ville poursuivra cet objectif de rééquilibrage au profit de l'accueil individuel pour satisfaire plus globalement aux demandes de places d'accueil. Plus concrètement, il est envisagé de développer de nouveaux secteurs de RAM pour améliorer le service rendu aux familles et aux assistantes maternelles, de relocaliser certains relais pour permettre aux familles et aux AM d'accéder plus facilement aux RAM (point central d'un territoire concerné) et de renforcer les missions des RAM notamment en matière d'orientation et d'accompagnement des familles en recherche d'un mode de garde.
- 3. Le soutien aux associations gestionnaires d'un établissement d'accueil du jeune enfant :** parallèlement au développement du secteur municipal, une politique d'accompagnement des projets associatifs s'est structurée et associe aujourd'hui 25 acteurs associatifs offrant 628 places d'accueil. La Ville continue de s'engager auprès de ce secteur en offrant aux associations, sur la base d'une convention de partenariat assise sur le CEJ, une prestation de service horaire pour l'accueil des

enfants montpelliérains. Soucieuse de préserver cette offre associative qui représente près de 25% de l'offre d'accueil totale, la Ville entend maintenir ce soutien et définir une politique claire en faveur de la création de places émanant de ce secteur.

4. **Le développement de l'offre en accueil collectif** : pour accompagner sa croissance démographique, la Ville poursuit toujours son objectif d'augmenter l'offre d'accueil afin de maintenir le niveau de satisfaction de la demande de places. Ainsi, dans le cadre du CEJ 2019-2022, il est prévu de créer 120 places municipales et de cofinancer 64 nouvelles places associatives, soit 184 places au total.
5. **La gestion des équipements municipaux** : la Ville souhaite optimiser les taux d'occupation des établissements d'accueil municipaux afin d'offrir au plus grand nombre d'enfants une place en structure collective et répondre à la demande croissante sans avoir recours à la création systématique de nouvelles structures. Cette action a déjà été entreprise sur la période contractuelle précédente avec un passage des taux d'occupation de 71,8% à 75,4% entre 2015 et 2018. Dans le cadre de ce nouveau CEJ, cet effort sera poursuivi avec l'objectif de se rapprocher de 80%.

➤ **Pour le Volet Parentalité**

La Ville constate qu'un besoin d'accompagnement à la parentalité s'exprime de plus en plus fortement sur le territoire, en particulier dans les quartiers Politique de la Ville. C'est pourquoi, elle va continuer de s'impliquer dans une démarche qualitative de prise en charge de l'enfant et de sa famille. Ainsi, dans le cadre de ce CEJ, la Ville souhaite prioriser la finalisation du Projet Educatif Global axé notamment sur le soutien à la parentalité et la prise en compte de la mixité sociale au sein des établissements municipaux (poursuite par exemple de la mise en œuvre du programme Parler Bambin). Enfin, la Ville envisage de poursuivre le développement des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) sur son territoire et, pour le faciliter, d'accueillir ponctuellement les activités de LAEP au sein des RAM.

Chaque action inscrite au CEJ sur les volets Enfance et Parentalité (actualisée ou nouvelle) fait l'objet d'une fiche projet qui évalue les coûts financiers à la charge de la Ville, lesquels feront l'objet d'un co-financement de la CAF. Ce co-financement est évalué sur la base de 55% maximum du reste à charge de la collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné.

➤ **Pour le Volet Jeunesse**

Les principales orientations politiques en matière de jeunesse et d'éducation sont déclinées dans le Projet Educatif de Territoire (PEdT) dont s'est doté la Ville et qui a été signé pour trois ans (2018-2021) par l'ensemble des partenaires institutionnels (Caf, DDCS, Education nationale, Ville).

Le PEdT s'articule autour des grands axes suivants :

- Assurer un environnement propice à la réussite éducative : cet axe correspond aux missions « socles » de la collectivité. Il s'agit d'assurer un accueil de qualité des enfants et un service scolaire de proximité ainsi que le bien-être des enfants grâce à une restauration scolaire saine et équilibrée ;
- Aider les parents à être partie prenante de la réussite éducative : les parents sont des acteurs essentiels et l'objectif est de favoriser leur participation aux instances de décision et de concertation du PEdT ;
- Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif dans le respect de son rythme de vie.

Le dernier axe décline et intensifie les priorités de la Ville :

- Améliorer l'accueil des enfants les plus fragiles (le jeune enfant accueilli à l'école maternelle, les enfants en situation de handicap, les enfants présentant des signes de fragilité dans les domaines scolaire, éducatifs, sociaux ou sanitaires).
- Favoriser la cohérence entre les projets d'école et les projets pédagogiques des accueils péri et extrascolaires. En effet, l'amélioration de la cohérence et de la continuité éducative entre le champ

scolaire et le champ péri et extrascolaire est un enjeu majeur. Les accueils périscolaires ont été aménagés comme des temps de transition entre le temps familial et le temps collectif, entre des activités municipales et la reprise de la classe.

- Renforcer les échanges entre enfants issus de quartiers différents dans les lieux éducatifs. Il s'agit de multiplier les possibilités de rencontre entre des enfants issus de milieux sociaux différents.
- Lutter contre la fracture numérique en s'appuyant notamment sur le projet de labélisation des écoles piloté par l'Education Nationale et la Métropole. La campagne de labélisation vise à inscrire le numérique dans les enseignements mais aussi dans les programmes d'activités périscolaires et extrascolaires. Elle vise également à développer de nouvelles pratiques pédagogiques interactives et à réduire les inégalités sociales et territoriales.
- Co-construire un parcours citoyen de l'enfant qui, conformément aux orientations de l'Education Nationale, vise à l'amener à devenir un citoyen responsable et libre. Cet objectif pourra se décliner en plusieurs thématiques et notamment :
 - Egalité entre les filles et les garçons,
 - Prévention santé,
 - Développement durable,
 - Lien intergénérationnel,
 - Lutte contre les discriminations.

Du point de vue des loisirs offerts aux enfants et aux jeunes, ces grands axes se traduiront par l'engagement des actions suivantes :

- Adapter le maillage territorial des ALSH en fonction des besoins des familles : à ce jour, 2882 places sont ouvertes pour une population scolaire de 21 474 enfants, soit une place pour 7 enfants en moyenne. En fonction de l'évolution des effectifs scolaires, la Ville ajustera la capacité d'accueil maternelle et élémentaire. La gestion de places supplémentaires sera principalement confiée à des partenaires associatifs qui ont pleinement démontré leur capacité et leur implication.
- Mettre en place l'avenant au PEdT « Plan Mercredi » : le Plan Mercredi de la Ville de Montpellier est notamment articulé autour des 3 axes suivants :
 - Généralisation de l'Education Artistique et Culturelle (démarche en cours d'une CGEAC) ;
 - Échanges inter-centres afin de faire découvrir la ville, ses quartiers, ses habitants aux enfants et leur permettre la mise en place d'activités communes dans une démarche de mixité ;
 - Harmonisation à travers un projet commun des Accueils de Loisirs Périscolaires municipaux et associatifs.
- Poursuivre le processus de généralisation des Accueils de Loisirs Périscolaires (ALP) : la Ville va poursuivre la déclaration des accueils périscolaires auprès des services de la DDCS. Seront déclarés les accueils du matin, le temps méridien et les accueils du soir et les déclarations s'effectueront par groupe scolaire (66 groupes scolaires à l'échelle de la Ville). La mise en œuvre des accueils déclarés se fera selon le calendrier suivant :
 - Rentrée scolaire 2018/2019 : 53 groupes scolaires
 - Rentrée scolaire 2019/2020 : 58 groupes scolaires
 - Rentrée scolaire 2020/2021 : 66 groupes scolaires

La création des ALP nécessite un effort important de formation qui s'inscrit dans un plan de formation pluriannuel et le recrutement d'intervenants qualifiés.

- Le développement de l'offre en accueil collectif pour les 12-17 ans : actuellement, la Ville gère 4 accueils de loisirs adolescents installés dans des Maisons Pour Tous (MPT) et proposant 96 places.

Ils sont ouverts pendant les vacances et quelques journées hors vacances sur projet. Des travaux prévus d'ici 2022 dans les MPT concernées devraient permettre des horaires d'accueil décalés en soirée par exemple. Dans le courant de l'année 2020, la création d'un accueil de loisirs de 24 places supplémentaires est programmée sur la MPT Georges BRASSENS. Cela portera la capacité totale à 120 places. Parallèlement, une réflexion est engagée sur la création d'un accueil de Jeunes (à partir de 14 ans) sur les MPT Michel COLUCCI, Albert DUBOUT et Louis FEUILLADE autour de projets spécifiques.

Sur le volet Jeunesse, en application d'une directive de la CAF (comme indiqué dans un courrier du 08/01/19 de la CAF à la Ville) il ne sera plus possible désormais de prévoir de nouveaux cofinancements dans le cadre du CEJ pour le fonctionnement des accueils de loisirs 3/17 ans, les séjours et les actions de pilotage.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter le principe de la signature du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROJET CONVENTION CEJ 2019 2022.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191219-110368-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/19
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.